

## « Du Mercosur au budget 2025, les entreprises des agriculteurs appellent à la responsabilité face au risque de liquidation de l'agroalimentaire français »

A l'heure où le secteur agroalimentaire français traverse une période critique de son histoire, La Coopération Agricole, rejoint l'appel des agriculteurs et s'oppose fermement à la signature d'un accord commercial, entre l'Union Européenne et les pays du Mercosur qui reste très déséquilibré pour la ferme France.

Il est urgent de regarder les réalités économiques du terrain et d'adapter les politiques publiques européennes et française à la mesure des crises et des contraintes qui se concentrent plus particulièrement sur les agriculteurs et les entreprises du secteur : les conditions météorologiques extrêmes entraînent des chutes de production massives, la pression sanitaire augmente sur les productions animales comme végétales, et le contexte géopolitique accentue les tensions commerciales avec les pays tiers. Produits laitiers, porcins, vins et spiritueux... sont aujourd'hui confrontés à des taxes punitives et des barrières commerciales en Chine et potentiellement aux États-Unis.

**La conclusion de l'accord MERCOSUR, en l'état, s'ajouterait à cette liste de menaces, risquant de porter un coup dur à des filières déjà fortement fragilisées.**

En France, les mesures économiques et réglementaires aujourd'hui débattues dans le budget 2025, vont encore alourdir les charges du secteur : suppression des allègements de cotisations sociales patronales, projets de taxe sur les boissons et produits sucrés, report de la suppression de la CVAE, menaces de rabotage sur le crédit impôt recherche et les aides à l'apprentissage... Ces mesures auront des incidences sur la compétitivité des entreprises et un impact sur la ferme France.

À cela s'ajoute une lenteur dans l'exécution des décisions telles que le déblocage du fonds de soutien aux industries agroalimentaires annoncé en 2023 et dans la simplification des lourdeurs administratives et incohérences réglementaires qui limitent l'accès aux moyens de production (eau, normes ICPE freinant la modernisation des coopératives et des élevages, interdiction de protections culturelles sans alternatives viables, séparation des activités de vente et de conseil...). Elles privent le secteur agroalimentaire, premier employeur industriel de France, de leviers pour rester compétitif, investir dans la modernisation de ses installations et process industriels, et massifier les transitions écologiques.

### Contact presse :

Sabri Derradji – [sderradji@lacoopagri.coop](mailto:sderradji@lacoopagri.coop) – 06 61 85 90 77



Les coopératives agricoles françaises, entreprises non délocalisables et rassemblant près de 3 agriculteurs sur 4, sont pleinement engagées dans la préservation de la souveraineté alimentaire. Elles œuvrent pour garantir un revenu juste aux agriculteurs et offrir une alimentation saine, durable et de qualité aux consommateurs. Ces entreprises coopératives jouent également un rôle essentiel dans le maintien de l'emploi rural, en dépit d'un environnement économique, climatique et sanitaire de plus en plus complexe et hostile.

Alors que plus de 66 000 entreprises françaises ont déjà mis la clé sous la porte cette année, il est inconcevable de laisser la ferme France et son industrie agroalimentaire se déliter sous le poids d'une concurrence déloyale, de réglementations inadaptées et de freins administratifs.

Il est aussi nécessaire de prendre en compte les crises et d'adapter certaines règles de gestion permettant d'améliorer la résilience des coopératives et la rentabilité des exploitations, (report d'amortissements...).

La Coopération Agricole appelle le gouvernement et les parlementaires à la responsabilité face aux conséquences directes ou indirectes de choix politiques qui mettraient encore un peu plus en risque les agriculteurs et leurs entreprises.

**Pour Dominique Chargé :**

*« Affaiblir les outils de production et de transformation des agriculteurs, c'est affaiblir l'agriculture française et européenne. C'est également fragiliser la vitalité économique et sociale de nos territoires. La Coopération Agricole appelle le gouvernement à défendre notre souveraineté alimentaire et à soutenir les acteurs qui structurent les filières agroalimentaires et nourrissent la France. »*

